LES ANNÉES MITTERRAND

Le bilan économique et social

Toute échéance électorale est l'occasion d'un bilan. Les Françaises et les Français attendent que la campagne présidentielle permette de faire le constat des années écoulées depuis l'élection de François Mitterrand. Ce document a pour ambition de présenter objectivement la situation de la France par rapport à celle de la communauté européenne dans son ensemble et, ainsi, d'autoriser les comparaisons pertinentes après sept ans de présidence socialiste.



LES ANNÉES MITTERRAND

1 La croissance : en panne

La France, dont la croissance économique dépassait régulièrement celle de ses partenaires avant 1981, prend depuis cette date un retard qu'elle ne parvient pas à combler.

Si la France avait maintenu après 1981 les performances qui étaient les siennes de 74 à 80, le produit intérieur brut serait supérieur de 250 milliards de francs à ce qu'il est aujourd'hui.

Chaque famille aurait 1 000 francs de plus par mois si la France ne s'était pas affaiblie par rapport à ses concurrents européens.

2 Investissement : le décrochage

L'investissement est le meilleur test du dynamisme économique d'un pays. Il est la clé de la compétitivité, de la croissance et de l'emploi.

En France, entre le début et la fin du septennat de François Mitterrand, l'investissement qui a décliné jusqu'en 1984, a globalement stagné, partout ailleurs il a fortement progressé.

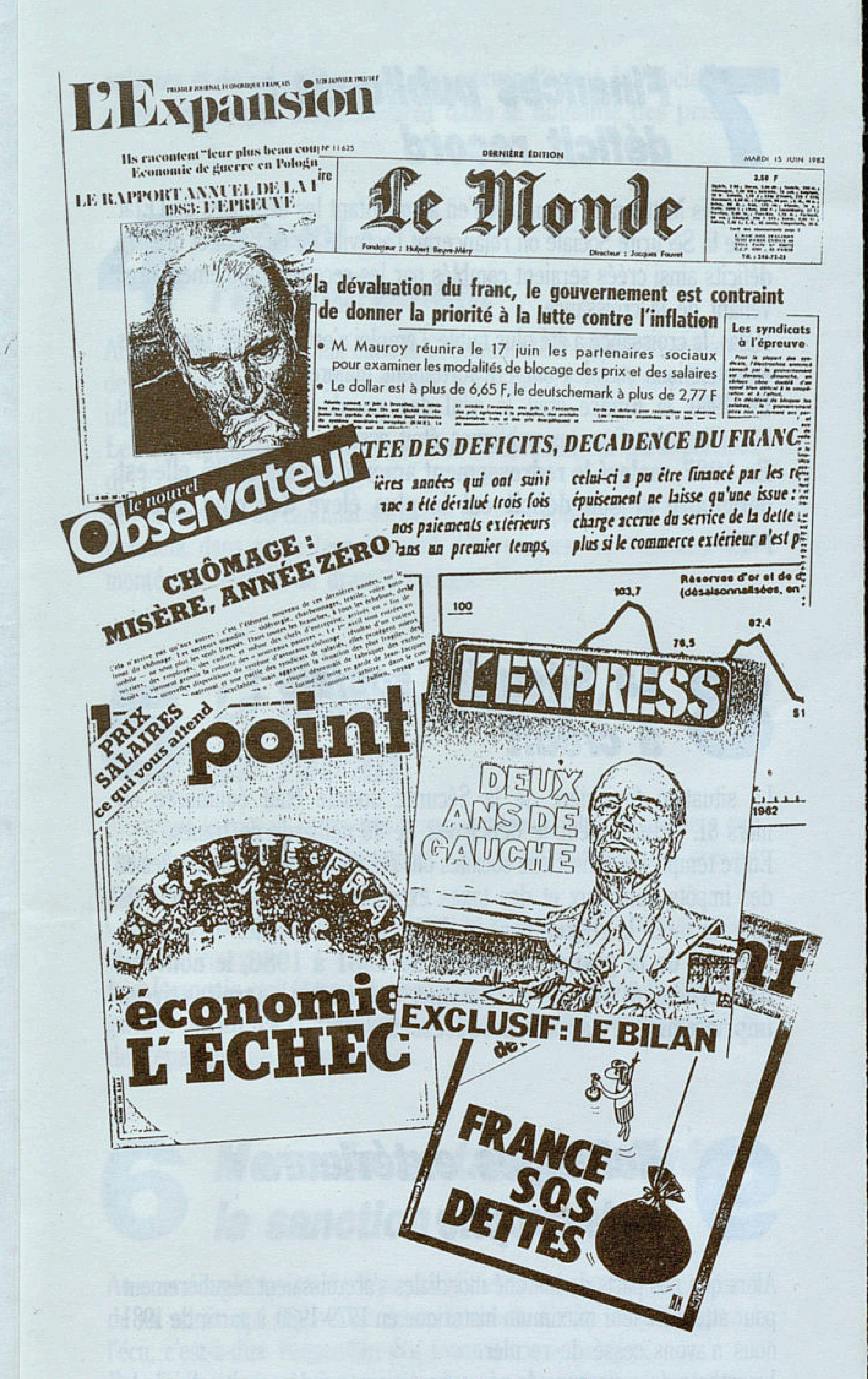
La France a pris un grave retard depuis 1981, période où le progrès technologique a eu un effet déterminant sur l'efficacité et la productivité des équipements nouveaux. Nos concurrents en ont profité ; pas nous.

3 Les prix : moyen

Si l'on prend une vue objective de l'évolution des prix durant les deux septennats de 74 à 81 et de 81 à 88, on observe qu'en France, au cours du premier, la hausse annuelle moyenne a été légèrement inférieure à celle de l'ensemble de la C.E.E. tandis qu'au cours du second elle a été comparable.

De plus, si l'on considère les seules années 81-85, on constate qu'en France la hausse moyenne des prix a sensiblement dépassé celle de la C.E.E. (9,6 % contre 8,4 %) et que c'est grâce aux succès remportés depuis mars 1986 dans le domaine des prix que les années Mitterrand se soldent finalement par une performance moyenne.

En dépit d'un contrôle des prix draconien, d'un blocage des



La présidence de François Mitterrand

- *a coûté 1 000 francs par mois à chaque famille française*
- *a fait perdre 600 000 emplois à la France*
- *a occasionné la perte d'1 client étranger sur 5*

LES ANNÉES DU RECUL : LA PREUVE PAR 9

1 La croissance : en panne

La France, dont la croissance économique dépassait régulièrement celle de ses partenaires avant 1981, prend depuis cette date un retard qu'elle ne parvient pas à combler.
Si la France avait maintenu après 1981 les performances qui étaient les siennes de 74 à 80, le produit intérieur brut serait supérieur de 250 milliards de francs à ce qu'il est aujourd'hui.
Chaque famille aurait 1 000 francs de plus par mois si la France ne s'était pas affaiblie par rapport à ses concurrents européens.

2 Investissement : le décrochage

L'investissement est le meilleur test du dynamisme économique d'un pays. Il est la clé de la compétitivité, de la croissance et de l'emploi.
En France, entre le début et la fin du septennat de François Mitterrand, l'investissement qui a décliné jusqu'en 1984, a globalement stagné, partout ailleurs il a fortement progressé.
La France a pris un grave retard depuis 1981, période où le progrès technologique a eu un effet déterminant sur l'efficacité et la productivité des équipements nouveaux. Nos concurrents en ont profité ; pas nous.

3 Les prix : moyen

Si l'on prend une vue objective de l'évolution des prix durant les deux septennats de 74 à 81 et de 81 à 88, on observe qu'en France, au cours du premier, la hausse annuelle moyenne a été légèrement inférieure à celle de l'ensemble de la C.E.E. tandis qu'au cours du second elle a été comparable.
De plus, si l'on considère les seules années 81-85, on constate qu'en France la hausse moyenne des prix a sensiblement dépassé celle de la C.E.E. (9,6 % contre 8,4 %) et que c'est grâce aux succès remportés depuis mars 1986 dans le domaine des prix que les années Mitterrand se soldent finalement par une performance moyenne.
En dépit d'un contrôle des prix draconien, d'un blocage des salaires et du ralentissement du pouvoir d'achat, les socialistes n'ont réussi que moyennement dans le domaine des prix.

4 Emploi : l'effondrement

Aujourd'hui, l'emploi total dans la Communauté a retrouvé son niveau de 1980, qui est le plus élevé depuis l'après-guerre. En France il lui est inférieur de 570 000 à ce niveau.
Les 2,5 millions de chômeurs sont l'échec majeur du septennat de François Mitterrand.
Les promesses du candidat socialiste de 1981 apparaissent rétrospectivement dans toute leur légèreté. Ces erreurs ont engendré une montée intolérable de drames sociaux.

5 Le pouvoir d'achat : en retrait

Alors que le niveau de vie des Français s'élevait plus rapidement que celui des autres Européens avant 1981, c'est l'inverse qui prévaut maintenant.
Cet appauvrissement relatif se retrouve d'ailleurs dans la consommation et dans l'épargne.
Les Français qui étaient traditionnellement depuis la dernière guerre parmi les champions européens de la consommation et de l'épargne ne le sont plus.

6 Monnaie et taux d'intérêt : la sanction

Au cours du septennat de François Mitterrand, le franc a perdu 43 % de sa valeur par rapport au deutsche mark. et 15,8 % par rapport à l'écu, c'est-à-dire l'ensemble des monnaies européennes.
En conséquence, emprunter coûte plus cher en France où nous avons les taux d'intérêt réels les plus élevés (7,4 % en France contre seulement 5,4 % en R.F.A.).
On a ici une nouvelle preuve du recul de la France par rapport à ses partenaires.

7 Finances publiques : déficit record

François Mitterrand assurait qu'en augmentant les dépenses de l'Etat et de la Sécurité Sociale on relancerait l'activité de l'emploi et que les déficits ainsi créés seraient comblés par les recettes supplémentaires venant de la croissance.
Hélas, la croissance a été plus faible, l'emploi s'est effondré, les impôts et cotisations sociales ont été fortement majorés.
En 1980, la France était le seul des grands pays développés où l'équilibre des finances publiques était assuré.
En 1987, malgré le redressement amorcé depuis 1986, elle est déficitaire et son déficit est le plus élevé des cinq grands pays.

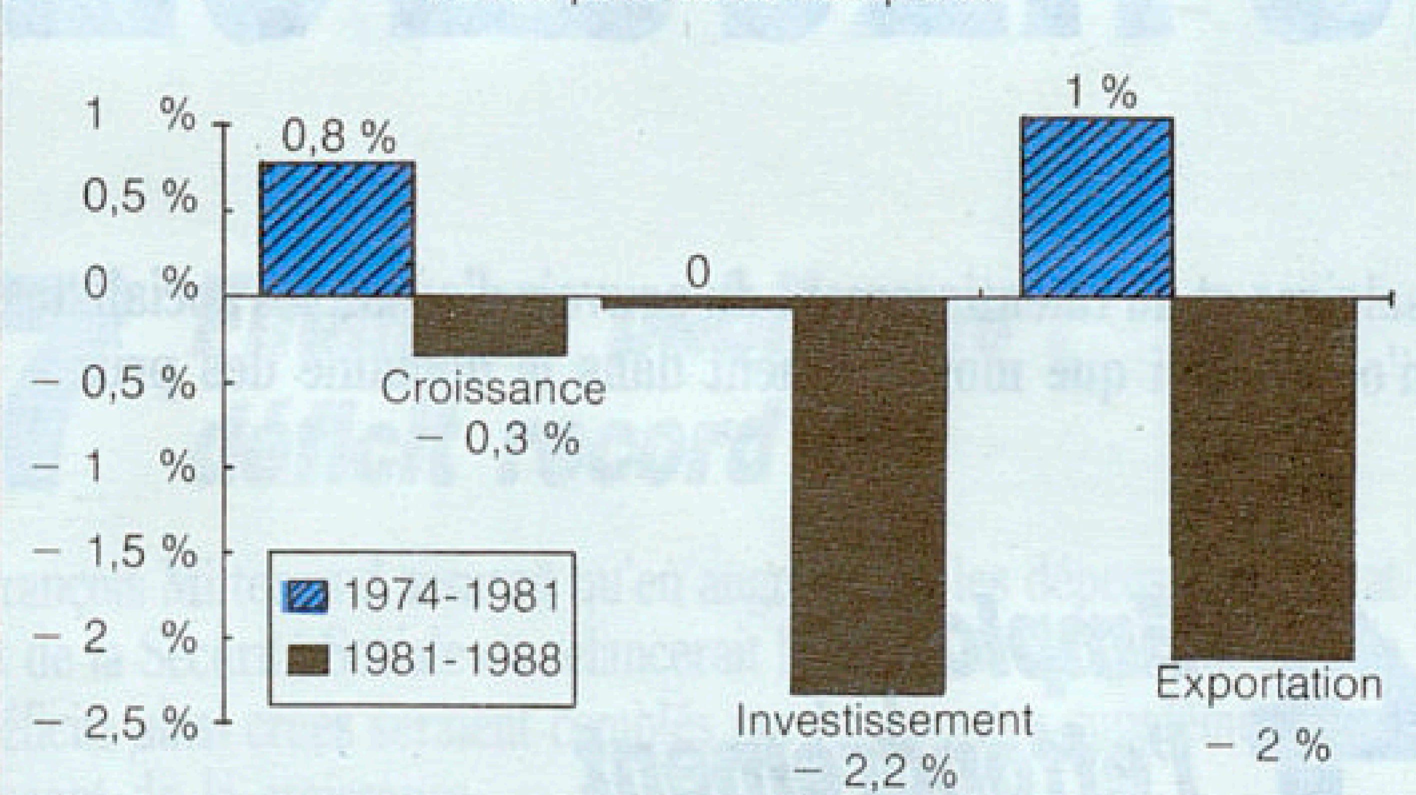
8 La Sécurité sociale : à crédit

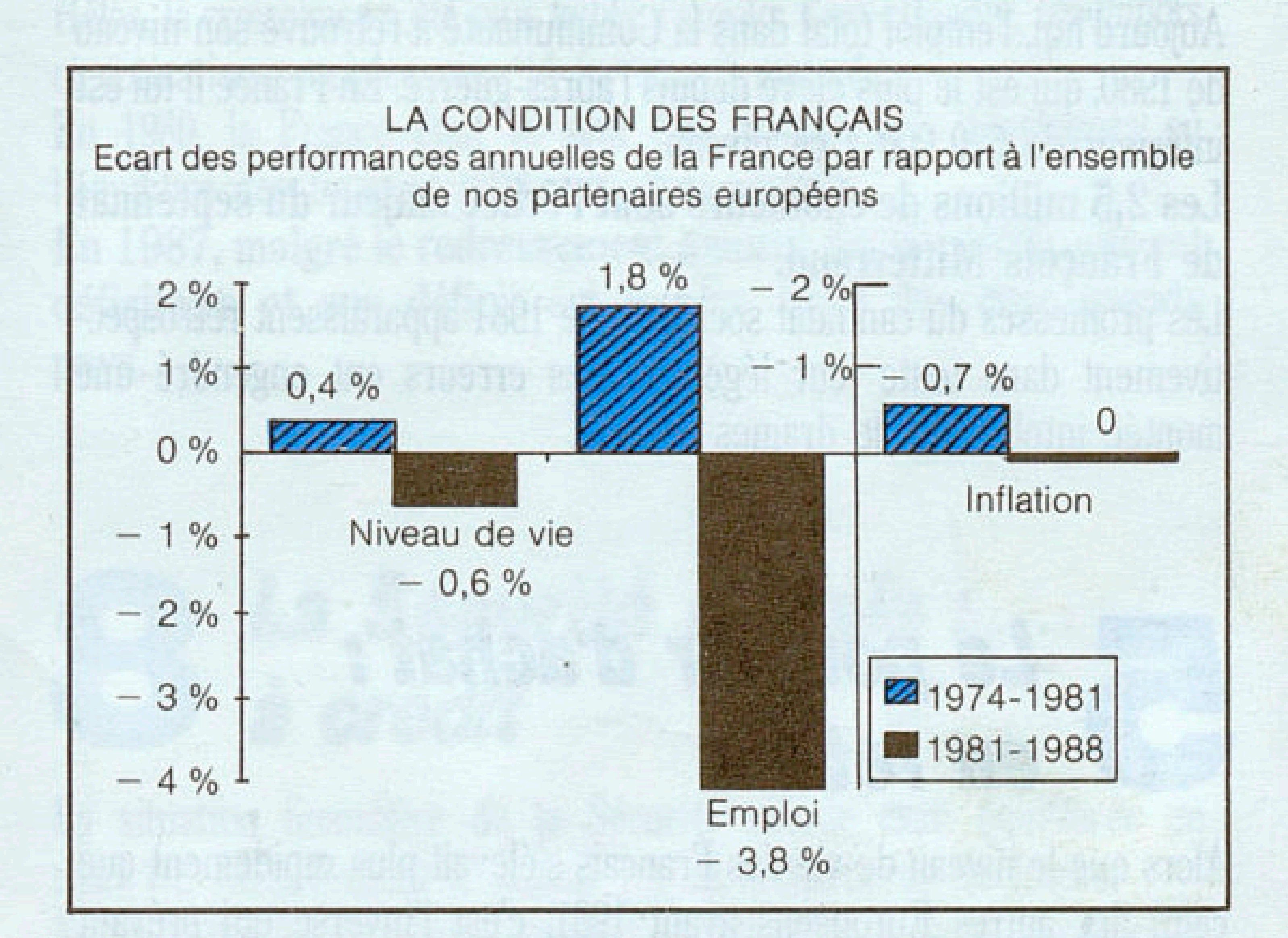
La situation financière de la Sécurité sociale était équilibrée en mars 81. Actuellement le déficit est de 20 milliards de francs.
Entre temps, les cotisations sociales ont été régulièrement majorées et des impôts nouveaux et des taxes exceptionnelles ont été prélevés pour financer le régime général de la Sécurité sociale.
A cause de la gestion socialiste de 1981 à 1986, le nouveau Gouvernement a dû gérer l'héritage et honorer les traites tirées imprudemment par ses prédécesseurs.

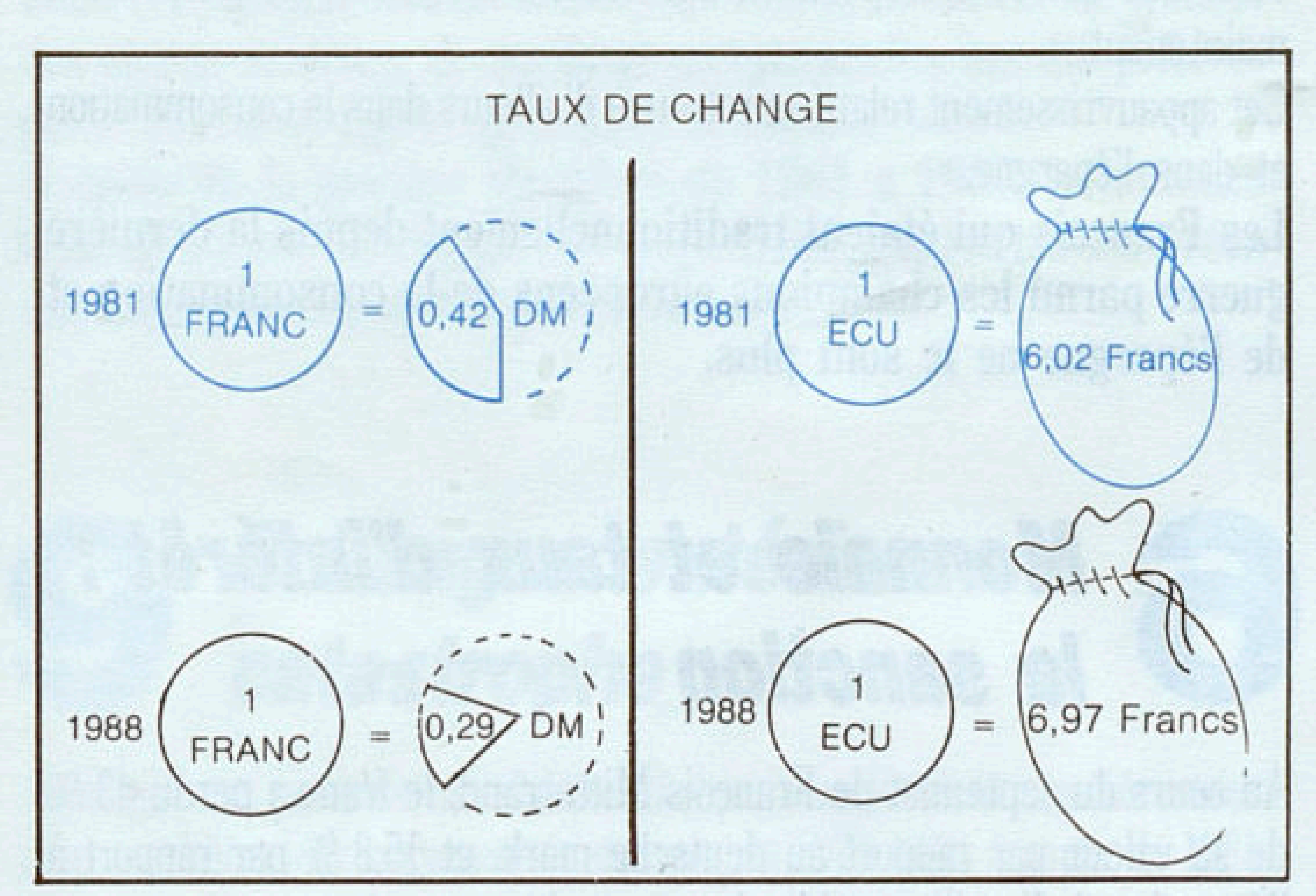
9 Echanges extérieurs : catastrophe

Alors que nos parts de marché mondiales s'accroissaient régulièrement pour atteindre leur maximum historique en 1979-1980, à partir de 1981 nous n'avons cessé de reculer.
Le rythme de croissance de nos exportations qui dépassait celui de la C.E.E. entre 1974 et 1981 est tombé à moins de la moitié depuis 1981.
Nous avons perdu un client étranger sur cinq, ce qui constitue l'un des aspects les plus préoccupants du septennat qui s'achève.

LA PERFORMANCE DE LA FRANCE
Ecart des performances annuelles de la France par rapport à l'ensemble de nos partenaires européens









195, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45 49 45 49
par Minitel : 36.14 - BARRE

imp. spec. comité Barre 88 RC Pontoise B 712 060 664.